



Perspectives

AGIR EN TOURAINE CONTRE LES EXCLUSIONS • DEPUIS 1948

ENTRAIDE ET SOLIDARITÉS • 46 avenue Gustave-Eiffel • 37100 TOURS • infos@entraide-et-solidarites.fr • N°330 / Août 2025



Rentrée sous un ciel d'orage et des vents contraires

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

une association
solide et mobilisée

Page 3

NOUVELLE PRÉSIDENTE

Catherine Scaviner,
le sens de
l'engagement

Page 11

HÉBERGEMENT D'URGENCE

une nouvelle
résidence pour
femmes et enfants

Page 12

DISTRIBUTION ALIMENTAIRE

un nouveau
dispositif est
en place

Page 12

ÉDITO

Trop de personnes en difficulté comptent sur nous : ne lâchons rien !

À l'issue de l'Assemblée générale, le Président François Ferrisse a annoncé qu'il ne souhaitait pas renouveler son mandat, fonction qu'il a remplie avec beaucoup d'engagement depuis trois ans, et nous l'en remercions très sincèrement.

En tant que nouvelle Présidente d'Entraide et Solidarités, je poursuivrai le chemin ouvert par mes prédécesseurs en continuant d'affirmer nos valeurs et en respectant nos engagements avec l'aide des salariés, des bénévoles et du Conseil d'administration de l'association.

Les actions et activités 2024 présentées lors de cette Assemblée générale montrent que notre association est bien vivante, elle a répondu en 2024 à de nombreux défis et a été présente sur tous les fronts : l'hébergement, la formation, l'insertion, la santé. Tout cela a été rendu possible grâce au travail des salariés de l'association, professionnels de terrain à l'écoute des personnes accompagnées, et aussi de l'implication des bénévoles, sans oublier nos partenaires et nos financeurs.

Le contexte social et politique n'est pas très gai mais restons positifs en regardant vers l'avenir, en y apportant notre contribution et ne lâchons rien car trop de personnes en difficulté comptent sur nous.

L'année 2025 est déjà bien engagée et de nouveaux défis nous attendent : un toit pour tous, combattre la précarité alimentaire, favoriser l'insertion par la formation et le travail, poursuivre l'accompagnement en santé, construire de nouveaux partenariats, communiquer sur nos actions et renforcer notre stratégie de présence auprès des financeurs pour mettre en lumière la nécessité d'accompagner toutes les précarités.

Catherine Scaviner
Présidente d'Entraide & Solidarités



ACTUALITÉ

Les engagements du Premier ministre face à Pascal Brice

La rentrée de septembre est rarement une période faste et sereine. Celle de 2025 est attendue avec une appréhension particulière, tant les nuages annonciateurs de « grabuge » social se sont accumulés ces derniers mois. Un projet de budget de crise laisse craindre une nouvelle aggravation de la pauvreté et de la précarité, sur un fond d'échéances électorales qui accroît les tensions. Notre association va devoir y faire face, avec notamment sa Fédération des Acteurs de la Solidarité.

Selon l'INSEE, le taux de pauvreté a atteint le chiffre record de 15,4 % en 2023. La Fédération des Acteurs de la Solidarité et les principales associations d'aide sociale ont signé une tribune le 20 juillet dans le journal Tribune Dimanche. Face à l'« année blanche » annoncée pour les prestations sociales, elles dénoncent des choix budgétaires qui fragilisent encore davantage les plus précaires, et appellent à un véritable changement de cap.

Et dès début juillet **Pascal Brice, le président de la FAS**, avait rencontré le Premier ministre. Il a rendu compte de cet entretien en ces termes.

« J'ai tenu à faire valoir au Premier ministre l'ampleur des risques qui pèsent désormais sur les capacités d'action de notre secteur à un moment où les niveaux de précarité les rendent plus indispensables que jamais. Les réductions budgétaires à l'aveugle, la stigmatisation des plus fragiles, les pressions en conséquence sur l'inconditionnalité et la continuité de l'accueil ainsi que sur l'accompagnement vers l'emploi, les tentatives de reprise en mains bureaucratiques pèsent lourdement. Le risque est désormais sérieux à force de découragement et d'affaiblissement économique, de manque de perspectives et de vision, d'une dévitalisation du secteur associatif de la solidarité pourtant si précieux aux équilibres de notre pays.

J'ai demandé en votre nom au chef du gouvernement, tout en faisant valoir notre lucidité sur les difficultés économiques, sociales, budgétaires et politiques du pays, d'ouvrir à notre action collective, en relai des politiques publiques, des perspectives mobilisatrices pour la solidarité : des espaces pour le soutien et la reconnaissance de l'innovation associative et l'expertise du travail social, une réactivité et une programmation dans la durée des capacités d'hébergement, de logement d'abord et d'accompagnement notamment vers l'emploi, y compris de personnes étrangères, ainsi que des réponses aux dysfonctionnements de politiques publiques qui nourrissent la précarité ».

La FAS a pris note des **engagements du Premier ministre** : organiser le combat contre la pauvreté, trouver des chemins, concevoir ensemble de nouvelles actions et de nouvelles organisations, expérimenter, notamment avec les associations et les collectivités locales ; une invitation à lever les obstacles bureaucratiques à l'action des acteurs de la solidarité ; une volonté d'ouvrir la réflexion sur l'avenir de l'hébergement et du logement d'abord, de ne pas réduire le parc d'hébergement d'urgence, de sortir de la sous-budgétisation et de veiller aux délais de versement des financements aux associations.

Notre Fédération est déterminée « **à se porter plus que jamais en première ligne pour mener ce combat** indispensable pour les personnes que nous accompagnons, pour les professionnels et les bénévoles et pour le pays tout entier... afin de faire la démonstration que nous sommes décidément du côté des solutions ».

C'est dans ce contexte que la FAS du Centre-Val de Loire, que préside Marie-Paul Legras-Froment, va « fêter » ses 40 ans d'existence le mardi 16 septembre à Blois.

Une association mobilisée et à l'initiative



Après l'assemblée générale de notre association en juin, on ne parlera pas de changement dans la continuité. Certes, elle a été marquée par un changement de présidence. Certes, la nouvelle présidente inscrit son action dans la continuité de ses prédécesseurs. On ne parlera pas non plus d'une association « sur ses gardes » sous le ciel lourd de menaces du contexte national. Mais bien plutôt d'une communauté mobilisée et à l'initiative, qui prend toute sa part, et même plus, du travail au quotidien en faveur des plus fragiles. En témoignent un éloquent bilan d'activité, un travail militant sans tapage mais obstiné, ou encore l'engagement pour l'avenir que constitue l'ouverture d'un nouveau centre d'hébergement.

Telle était en effet la tonalité du rapport moral et d'orientation du président François Ferrisse – le dernier de son mandat – dès qu'il eût salué tous les participants à cette assemblée réunie le 12 juin à la Maison des Sports de Touraine. S'agissant de l'année 2024, il évoquait d'abord l'augmentation du nombre de personnes et de familles à la rue : « cela ne s'est pas arrangé ; le nombre de places d'urgence n'a pas diminué grâce aux mobilisations particulièrement de la Fédération des Acteurs de la Solidarité et de ses membres, mais ce n'était pas suffisant et le nombre de personnes sans solution n'a fait que croître, particulièrement des familles avec des enfants. Nous avons de nouveau alerté les pouvoirs publics, tout en militant pour un accueil digne et en réaffirmant l'importance primordiale de l'accompagnement pour sortir du cercle vicieux de la pauvreté et de l'exclusion... » En cause ? La crise du logement bien sûr, et « l'augmentation du nombre de migrants, liée entre autres aux

conflits dans le monde. Également le nombre trop restreint de régularisations de personnes qui pourraient travailler, qui demandent à travailler, dont nous avons besoin, et qui de toutes façons ne partiront pas (famille, risques, etc...). Les OQTF (Obligation de Quitter le Territoire Français) données à ces personnes n'ayant comme unique résultat qu'augmenter la durée et la gravité de leur précarité. Et comme d'habitude, à la fin, ce sont les plus précaires qui se retrouvent sans solution. » Pour y faire face, « notre dispositif La Maison (les tiny houses et caravanes) a été pérennisé et nous avons renouvelé le bail avec la SNCF. Nous avons répondu présent pour les plans hiver ou grand froid à l'État et à la Ville pour la gestion de gymnases, sans remise à la rue et avec accompagnement social, et fin 2024 nous avons pris en gestion pour cinq mois le CTRO, dont l'ouverture marque l'engagement des collectivités locales dans un domaine de compétence de l'État... ». S'agissant de la lutte contre la précarité alimentaire, « nous avons pu obtenir le financement pour

continuer le restaurant solidaire l'an dernier. Mais la situation reste toujours fragile en termes de financements, de locaux, et ne répond que partiellement aux besoins. Nous participons aux premières réunions de coordination des actions dans ce domaine. »

Contre la nouvelle loi immigration, « nous sommes intervenus auprès des parlementaires : courriers, rencontres, journée d'action avec la FAS, journées d'actions et manifestations de rue avec les autres associations début 2024, et nous avons fait des propositions ». Et le président de notre association où se côtoient plus de 80 nationalités rappelait notamment la nécessité de « limiter les OQTF aux situations le justifiant avec des motifs sérieux, et ne laisser personne dans des zones de « non droit », et de reconnaître aux associations la possibilité de demander la régularisation des situations dans une commission ad hoc et régulièrement tenue : la France va avoir besoin de main d'œuvre immigrée... »



L'atout des partenariats

« Notre politique de partenariats se poursuit et se consolide au quotidien. Partenariats avec les autres associations locales, mais aussi avec les grandes fédérations : la FAS et l'URIOPSS. C'est important de le dire, l'an passé nous avons accueilli Pascal Brice, président de la FAS, et il faut souligner que cette adhésion forte permet d'agir à tous les niveaux, et apporte un soutien juridique ». François Ferrisse a rappelé ici l'importance du rôle de Marie-Paul Legras-Froment, administratrice nationale de la FAS, présidente

régionale, et toujours au CA d'Entraide et Solidarités.

Il a également évoqué la mobilisation de l'an passé en faveur des salariés :

« nos actions, avec de nombreux autres acteurs, ont finalement payé et depuis début 2024 un accord national a été signé et les « oubliés du Ségur » ont pu toucher cette prime de revalorisation des rémunérations. Malheureusement, toutes ces augmentations salariales n'ont pas été intégralement compensées par les financeurs de certains secteurs, et c'est notre association qui assume

pour l'instant ces augmentations ». Le président a par ailleurs salué « le travail au Comité social et économique, où les représentants du personnel ont approuvé et émis des propositions dans l'intérêt des salariés, des personnes accueillies et des projets associatifs. C'est un indicateur de cohésion associative. On peut se féliciter d'être une association où le débat dans les différentes instances existe, est très constructif, où les rapports sociaux sont francs et respectueux. Merci aux élus et aux membres du CSE pour ces travaux »...

Des orientations qui maintiennent le cap

« Le contexte politique national et international s'est encore durci, observait François Ferrisse en ouvrant le chapitre des orientations pour l'année en cours. La loi immigration a été votée, et la circulaire Retailleau aggrave la situation en multipliant les OQTF, en rendant plus difficiles les régularisations, en imposant aux préfets une politique du chiffre. Ce qui se passe aux Etats-Unis doit aussi nous interroger, car les futures échéances électorales pourraient nous amener des gouvernements similaires... ». La meilleure attitude consiste « à continuer de se battre et agir pour **l'accueil inconditionnel**, pour un meilleur traitement des migrants, pour le droit à un toit et au travail pour tous » propose-t-il. « L'acquisition d'un ancien hôtel va nous permettre de créer un nouvel accueil collectif. Au-delà, il faut rester en veille pour rénover nos hébergements collectifs, et pour une extension de la pension de famille ». Cette année La Maison atteindra sa capacité d'accueil maximum : « Le contrat de location avec la SNCF a été renouvelé pour deux ans, mais il nous faudra certainement rechercher un nouveau site. Au CTRO, accueil hivernal au départ, notre action a permis de pérenniser ce site d'urgence jusqu'en mars 2026 : bravo aux équipes !

Contre la **précarité alimentaire**, « il nous faut réussir à organiser la suite du restaurant solidaire, avec le Secours catholique et la Croix-Rouge, et mobiliser les forces bénévoles pour une distribution de repas dans la rue depuis

notre food-truck. Agir aussi pour un retour à l'équilibre de notre cuisine centrale, outil stratégique pour le retour vers l'emploi des salariés en transition, et qui participe à la lutte contre la précarité alimentaire. Consolider les financements de l'Embarcadère à Chinon et développer l'épicerie itinérante sont d'autres objectifs ».

Le président a tenu ici à évoquer **l'Évaluation-Qualité**, un audit mené en ce début d'année dans plusieurs de nos services par un organisme indépendant, et qui a délivré une excellente appréciation de nos prestations : « ce qui montre la cohérence de notre association, depuis notre projet associatif jusque dans la réalisation au quotidien. Donc fierté, et grand merci et bravo aux professionnels ! ».

Dans le domaine de **la formation** et de l'Insertion par les savoirs de base, où les financements de la Région et du Département ont fortement diminué, il s'agit de réagir pour limiter les conséquences sur les salariés, les bénévoles et bien sûr les bénéficiaires. En matière de santé l'association propose de développer l'offre de soins, par exemple avec des LHSS pédiatriques (Lits halte soins santé).

Évoquant **la gouvernance** d'Entraide et Solidarités, François Ferrisse rappelle, comme il l'a fait en rencontrant le nouveau préfet en début d'année, que « nos engagements militants et notre liberté de parole n'empêchent pas notre

loyauté lorsqu'on s'engage ». Et il salue l'implication dans tous les domaines des bénévoles « sans qui l'Entraide ne serait plus l'Entraide ». Quant au professionnalisme reconnu de l'association, on le doit à la direction et à l'ensemble des salariés qu'il remercie chaleureusement, notamment pour « leur réactivité face aux situations nouvelles, souvent dans des délais très courts ». L'association va continuer à travailler pour obtenir un financement complet des mesures de revalorisation salariales, réaffirmer le rôle de ses commissions, lancer la recherche de nouveaux financements, et intégrer la transition écologique dans toutes ses activités.

Son **positionnement politique** ne doit pas varier : « renforcer notre stratégie de présence... en réaffirmant sans relâche nos positions, nos valeurs et nos propositions. Continuer à mener des combats tels que contre la loi immigration, et rester vigilants sur les évolutions futures en renforçant notre veille politique et sociale. Nous avons également souligné notre désaccord sur la circulaire Retailleau qui ne fait qu'augmenter la durée de précarité des personnes et remplace des critères objectifs par des critères très flous. Conserver notre liberté de parole et d'action, et en même temps travailler avec les pouvoirs publics pour répondre aux besoins des plus précaires. Il nous faut de nouveau actualiser notre Projet associatif et notre Plan stratégique, en fonction des évolutions de la société et de possibles attaques plus fortes sur

le plan social... En résumé, veiller à ne pas être « récupéré » politiquement, et ne pas être uniquement un « opérateur » professionnel.

Ce que le président résumait pour finir en rappelant que le monde

associatif « fait vivre la démocratie », avant de remercier tous ceux qui font vivre l'association, des adhérents à tous les professionnels, mais aussi nos partenaires et financeurs.

Ces rapports ont été adoptés à l'unanimité par l'assemblée générale, tout comme le sera le rapport d'activité résumé ici dans les quatre pages centrales.

Des comptes équilibrés

À l'aide de documents projetés l'expert-comptable, Rémi Lambert (cabinet TGS France), a montré comment est alimenté le budget annuel qui atteint maintenant 21,5 millions d'euros, et comment se répartissent les activités et le fonctionnement qu'il permet. En soulignant le fait que l'an dernier, 99,09 % de ce budget ont été consommés, et qu'aboutir à un résultat équilibré avec une telle diversité d'activités constitue une performance. Le résultat 2024 est en effet excédentaire de 197 000 €, soit « l'épaisseur du trait » par rapport au budget.

Commentant le bilan, l'expert-comptable a mis en exergue le

faible endettement de l'association, et l'augmentation progressive de sa trésorerie, qui dépassait 7 M€. Mais la trésorerie durablement disponible, à 4,325 M€, soit 2,4 mois de fonctionnement, n'atteint toujours pas les trois mois considérés comme souhaitables. En conclusion, il estimait que ce résultat équilibré et cette situation financière saine permettent à l'association de continuer à porter ses projets.

Le rapport du commissaire aux comptes, Ahmed Rouis (Fiteco), rappelait d'abord son rôle qui consiste, entre autres, à émettre une opinion sur la fidélité des comptes en s'appuyant sur l'expertise des procédures. Pour 2024, celles qui

concernent la paie ont été ciblées, et n'ont pas fait l'objet d'observations importantes. Au total, il délivre une certification « pure et simple, sans réserve, des comptes réguliers et sincères », qui donnent une image fidèle des activités, des finances et du bilan de l'association. Son rapport sur les « conventions réglementées » complétait l'intervention de M. Rouis.

Le **rapport de gestion** avait été adressé ou mis à disposition des adhérents dans les délais légaux. Il reprenait les principaux événements de l'année 2024, le détail des comptes et leur évolution, la situation financière de l'association et les perspectives pour 2025.

Les comptes, puis le rapport de gestion et ceux du commissaire aux comptes, ont été adoptés à l'unanimité.

Jamais sans mon chien...



Parmi quelques petits films ou témoignages figurait aussi, pour ponctuer cette assemblée, une table ronde sur l'accueil des animaux. « Ils sont comme nos enfants, ils sont là pour nous redonner le moral et une raison de nous battre... Si j'avais pas mes animaux je ne serais plus là... Après trois ans de rue je suis très contente. L'important est d'être conscient de la responsabilité de s'occuper d'un être vivant... Mon chien m'apporte beaucoup d'énergie, c'est un cadeau du ciel... Mes chiens m'enlèvent un peu de souffrance, c'est super sympa qu'une association accueille les animaux ». Ils s'appellent Yoann, Phébé et Hamza, ils sont hébergés à La Maison dont la responsable, Aurélie Damois, a su les convaincre de venir dire à quel point leurs animaux sont importants pour eux, leur équilibre, leur réinsertion. De même Alice Mariaud, qui dirige le CHERPA, est venue expliquer pourquoi elle a tenu à pouvoir héberger des personnes avec un animal, aujourd'hui au nombre de trois. C'est simple : « sinon ces personnes seraient restées à la rue... ».

Il n'y a pas si longtemps que l'association a organisé cet accueil, mais les 19 pensionnaires de La Maison sont maintenant « accompagnés » de 7 chiens, 2 chats et 1 lapin ! Leurs propriétaires sont régulièrement aidés par l'association « Dignité retrouvée » dont l'animatrice, Muriel Legagneux, intervient spontanément ou sur appel. Elle fournit des croquettes, du matériel, accompagne chez le vétérinaire... et trouve des familles d'accueil pour les animaux quand les propriétaires s'absentent.



Conseil d'administration

Comme il l'avait annoncé il y a trois ans, François Ferrisse n'a pas souhaité prolonger son mandat de président. En conclusion de cette assemblée il a dit, avec émotion, qu'il avait beaucoup apprécié de représenter cette association, et remercié tous ceux qui l'ont aidé dans cette tâche. Et réciproquement, des cadeaux sont venus matérialiser la reconnaissance des salariés comme des adhérents, et en particulier du conseil d'administration, pour le travail accompli.

Au cours de l'année dernière ou en ce début d'année, Rémi Indart, Francis Berthon et Philippe Charron ont quitté le conseil d'administration. Les mandats de Patrick Richard et Jean-Paul Mercier arrivaient à leur terme lors de cette assemblée générale : ils ont été

réélus à l'unanimité en obtenant les 64 suffrages exprimés (sur 180 adhérents à jour de leur cotisation et 71 présents ou représentés) tout comme Michel Bonnet, stagiaire depuis un an et désormais administrateur. Un nouvel administrateur stagiaire rejoint le nouveau conseil : Jean-Louis Noël.

Réuni l'après-midi même, le conseil d'administration a élu un **bureau** de neuf membres qui est ainsi constitué : présidente Catherine Scaviner, vice-présidents Patrick Richard et François Ferrisse, trésorier François Curis, secrétaire Isabelle Darmendrail, adjoint Jean-Paul Mercier, membres Marie-Françoise Sacré, Nathanaël Lemaire et Michel Bonnet.

Justice : agir contre la récidive

Un autre moment d'échange durant l'AG fut la table ronde consacrée aux actions de l'association dans le domaine de la justice. Pour l'annoncer, en quelque sorte, une reproduction d'une cellule de la maison d'arrêt de Tours était implantée devant l'entrée de la Maison des Sports (photo). Construite il y a plusieurs années par des militants d'E&S, et installée sur des lieux publics à diverses reprises, elle montre dans quelles conditions peuvent « cohabiter » trois détenus dans neuf mètres carrés, 22 heures sur 24 : « *l'incarcération crée de la récidive!* ». Quant à l'échange animé par Nathanaël Lemaire, il a permis à Philippe Leconte, Anne Leroux, Maëlle Bouquet, Benjamin Plante et Pauline Baptiste d'évoquer tour à tour la prise de contact avant même la sortie de détention, l'accueil et les possibilités de logement et d'accompagnement à la sortie, la prise en compte des problèmes de santé, de finances, etc. En dehors même de toute détention la prise en charge, aussi, des auteurs de violences conjugales par le CPCA, le Centre régional animé et coordonné par E&S.

Enfin le témoignage de Patrick, qui a purgé trois ans de détention, montrait l'importance du partenariat entre institutions et associations pour réussir la réinsertion. Mais aussi tout l'intérêt de disposer d'un pécule à la sortie, et « *d'y mettre du sien!* ».



ENTRAIDE ET SOLIDARITÉS

ENTRAIDE &
SOLIDARITÉS



Rapport d'activité
2024

« Les réalisations sont ce qu'elles sont.
Elles seront progressivement dépassées.
La conviction qui les suscite, elle,
ne passera pas »

Père Pineau, fondateur
d'Entraide Ouvrière [1962]

125
bénévoles

265
adhérents

230
salariés



ACCUEIL, ORIENTATION & ACCOMPAGNEMENT

L'urgence c'est le **115** (siao37.fr)

31 696 appels décrochés

- **19 985 refus** malgré une offre d'hébergement d'urgence qui continue d'accroître.
- **486 dossiers d'insertion** orientés vers une place d'hébergement ou une solution de logement.
- **1 238 personnes reçues** dont 853 accompagnées (+ de 3 rendez-vous sociaux).
- **1 281 « contacts »** lors des maraudes auprès des sans domicile stable.

mais aussi...

1 419 domiciliations postales rue Marcel Tribut au pôle social et médical

La maison Madeleine Perret a vu passer + de **6 500** membres de familles de détenus, **1 animatrice sociale**, **19 bénévoles**

85 mineurs non accompagnés pour une durée moyenne de prise en charge de 24 mois

Travail en lien avec la justice

7 928 repas servis au « restaurant solidaire » en partenariat avec AJH et la CRF





HÉBERGEMENT & LOGEMENT

Parce que certains publics ont besoin d'un hébergement spécifique et d'un accompagnement adapté :

2 066 personnes hébergées et accompagnées en 2024

356 places en hébergement d'urgence

320 places en hébergement d'insertion

51,3 % des ménages sortis de CHRS (Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale) **ont accédé à un logement** et 9,2 % à une solution d'hébergement adaptée

1 pension de famille accueille 15 personnes

446 réfugiés relogés et accompagnés durant 11 mois en moyenne

55 demandeurs d'asile hébergés dans un dispositif dédié (HUDA)

182 personnes hébergées par le service Ukraine avec une baisse progressive de cet accueil

20 hébergements à « la Maison », les Tiny House sur Tours Centre

*Favoriser
la participation & l'implication
des personnes concernées...*

*Démarche d'amélioration continue
de la qualité en support de
l'amélioration des prestations*

L'autonomie...

Le logement d'abord...

*Plus de 800
personnes hébergées
chaque nuit*

*Création du dispositif
« CHRS Hors les Murs »*



SOINS & SANTÉ

À la résidence La Chamberrie, 81 personnes soignées :

54 lors de courts séjours d'une durée moyenne de 56 jours en LHSS (Lits Halte Soins Santé)

27 lors de moyens et longs séjours d'une durée moyenne de 524 jours en LAM (Lits Accueil Médicalisés)

Une augmentation notable en 2024 du refus d'admission pour « absences de places disponibles »

Au titre des LHSS mobiles :

391 personnes « identifiées », 88 accompagnées pendant 2 mois ou plus

CPCA Centre Val de Loire (cpca-cvl.fr)

Responsabilisation des auteurs de violences conjugales par l'information le soin et l'orientation :

Déploiement du CPCA sur tous les départements de la Région

468 prises en charges psychologiques

248 participants aux stages de responsabilisation en Indre-et-Loire et dans l'Indre



*Prévention et soins,
coordination des parcours
de soin...*



FORMATION & EMPLOI



Un centre de formation

1 176 personnes en formation

72 763 heures assurées par 9 formatrices et formateurs et une vingtaine de bénévoles

4 propositions :

- Français Langue Étrangère (FLE)
- Savoirs de base (lecture, écriture, calcul)
- Formation à la lutte contre l'illettrisme
- Formation qualifiante en compétences professionnelles

1 certification Qualiopi

Cela se passe à : Tours-Nord, Tours-Centre, Joué-les-Tours, Château-Renault, Loches, Château-la-Vallière, Bléré, Chinon, Bourgueil, Avoine, Descartes, Montbazou.



Des chantiers d'insertion par l'activité économique sur Chambray, Tours et Chinon

Accompagnement et médiation emploi

Budget : 4 648 000 €

236 personnes en transition professionnelle sur les chantiers
44 % de sorties avec une solution emploi/formation
 dont **17 %** sur un emploi durable

130 entreprises partenaires

107 offres négociées

4 948 heures de formation

289 difficultés travaillées (hébergement, santé...)

7 activités supports :

- Manutention et services associés
- Espaces verts et environnement
- Restauration collective en cuisine centrale
- Bâtiment second œuvre
- Maintenance du bâtiment
- Propreté et 3D
- Éco-Transition

SEVE
Emploi

Service d'appui au recrutement
Restaurant solidaire · **Sols perméables**
Toitures végétales · **Démantèlement**
Réemploi · **Création espaces verts,**
Prestations viticoles · **Cloisons sèches**
Peinture · **Traitement 3D** · **Nettoyage**

Épicerie Solidaire de Chinon

66 familles suivies

62 ateliers/animations

18 bénévoles

12 tonnes de produits distribués



Accompagnement Global et Individualisé des Réfugiés (AGIR)

Le dispositif AGIR est un programme d'accompagnement des réfugiés vers l'emploi, le logement et l'accès aux droits. Il a été lancé le 18 mars 2024 pour une durée de 4 ans. 94 personnes ont été accompagnées au cours de 2024.



Des valeurs

Respect et promotion de la personne, tolérance, absence de jugement de valeur, égalité, dignité humaine, droit à la différence.

Solidarité, fraternité, intérêt porté à l'autre, la complémentarité des êtres différents par leurs origines, leurs expériences, leur âge, statut.

L'engagement pour une transformation sociale qui garantirait la justice sociale, la promotion de l'égalité des droits dans les faits, la prévention des exclusions, la santé, l'éducation, le logement, l'emploi.

Des femmes et des hommes

265 adhérents et **125 bénévoles**

230 salarié-e-s en équipes réparti-e-s au sein de 5 pôles :

- Ressources
- Pôle social et médical
- Hébergement - Logement
- Insertion par l'activité économique
- Formation/Réfugiés/Chinon

Travail en transversalité

Un budget

21 millions d'euros

- > avec les concours de l'État via ses services déconcentrés : Préfecture, Direction départementale de l'emploi, du Travail et des Solidarités, Agence Régionale de Santé
- > du Département d'Indre-et-Loire
- > de la Région Centre-Val-de-Loire
- > des intercommunalités et des communes

De nouveaux dispositifs pour s'adapter aux besoins

Une histoire

1947

Quelques jours avant Noël, à la sortie de la guerre, le centre de Tours est encore en ruine. Un homme sortant de prison croise l'abbé Pineau, alors aumônier de la maison d'arrêt et lui demande de l'argent. L'abbé partage un casse-croûte, la conversation s'engage : « *dans quelques jours ce sera Noël et je serai toujours aussi gueux après qu'avant* ». L'abbé décide de faire quelque chose pour ceux qui s'abritent dans les ruines ou les cabanes de jardin, ceux qu'on appelle les clochards et qui, pour lui, sont des frangins.

1948

Une quinzaine de bénévoles rejoignent l'abbé Pineau. On aménage un grenier pour les hommes à la rue, un accueil spécifique pour les femmes dans un hôtel, une permanence d'accueil, un vestiaire. L'association prend le nom d'Entr'Aide Ouvrière.

2015

Le Comité d'Aide aux Détenus également créé par l'abbé Pineau, fusionne avec l'Entr'Aide Ouvrière.

2017

Entr'Aide Ouvrière devient **Entraide et Solidarités**.



François FERRISSE
Président



Christelle DEGHANI
Directrice

ENTRAIDE &

SOLIDARITÉS

ENTRAIDE ET SOLIDARITÉS
46 avenue Gustave Eiffel
37100 TOURS
02 47 31 87 00

Antenne de Chinon
22 rue du Docteur Labussière
37500 CHINON
02 47 98 02 54

info@entraide-et-solidarites.fr
www.entraide-et-solidarites.fr

 [entraideetsolidarites](https://www.facebook.com/entraideetsolidarites)
 [association entraide et solidarités](https://twitter.com/association_entraide_et_solidarites)



Catherine Scaviner, le sens de l'engagement

La nouvelle présidente de notre association a vécu un parcours professionnel étonnamment riche et varié. Avant de renouer, la retraite venue, avec les engagements de sa prime jeunesse.

Catherine, vous n'êtes au conseil d'administration d'E&S que depuis trois ans. Et si on faisait connaissance ?

Retraitée, mariée, deux enfants... Mais tout d'abord je suis Bretonne, et je reviens toujours aux sources de cette terre ou même cette fin de la terre car je suis plus précisément native du Finistère, et aussi fidèle à la culture de mes origines. On dit que les Bretons ont un très fort sentiment d'appartenance, et aussi qu'ils ont la tête dure, qu'ils sont un peu rudes de premier abord mais ensuite accueillants, fidèles en amitié et dans leurs convictions. Et je pense que c'est vrai !

Bon, nous voilà prévenus. Ces convictions dont vous parlez, quelles sont-elles et à quand remontent-elles ?

Étudiante, mon premier acte d'engagement a été contre l'apartheid, vers la fin des années 70 : manif et lutte contre l'importation des oranges de marque Outspan produites en Afrique du Sud par le peuple noir sous la domination des blancs. Puis, avec mes copains de la Jeunesse agricole catholique, on militait pour donner des terres aux jeunes qui souhaitaient

s'installer en Bretagne. Notre slogan : « Paysans sans terre, Paysans au chômage ». Plus tard, en fac à Brest, on manifestait pour permettre aux étudiants étrangers de terminer leurs études, et pour leur rendre leurs titres de. C'était déjà d'actualité ! Ensuite, fini le militantisme car il fallait bosser les examens ! À part quelques manifs contre les lois Savary et Devaquet sur la réforme des universités en 1984 et 1986...

Et ces études, c'était quoi ?

Je suis de formation scientifique, docteure en biologie et biochimie, avec une spécialisation en sciences de l'aliment. J'en ai conservé une certaine rigueur, un souci de justesse et une horreur de ce qu'on appelle aujourd'hui les « fakes news ».

On en vient à votre entrée dans la vie active ?

Après le Doctorat, je suis entrée dans l'industrie agro-alimentaire comme ingénieure Recherche et Développement. J'étais la première femme à ce poste dans le groupe Mars, et en 1986 il fallait se battre contre la misogynie des équipes de production ! J'ai occupé ensuite différents postes dans diverses PME, un Centre d'étude et de valorisation des

algues comme responsable qualité, recherche et développement, chef de projet et de hall industriel, pour terminer directrice de site industriel à Amboise. J'y ai appris le management d'équipes, et ce qui m'a beaucoup plu c'est le travail en mode projet ou chacun apporte sa pierre, sa brique, qui contribuera à atteindre l'objectif final. C'est aussi le respect des autres, le partage d'idées...

Et puis vous avez bifurqué ?

En seconde partie de carrière, en effet, j'étais chargée de mission politique au sein du Conseil régional Centre-Val de Loire, à la Direction de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et du Transfert de Technologie. C'était comme une sorte de retour à mes premières amours, la recherche en sciences du vivant : j'ai mis en œuvre la politique « Enseignement supérieur et recherche ». J'étais aussi chargée d'instruire et d'expertiser des projets de recherche, avant un éventuel soutien financier et aussi du pilotage d'un projet européen. J'ai également supervisé les actions de diffusion de la culture scientifique, technique et industrielle, réalisées par diverses associations et organismes de recherche dans la région. Et à la retraite, François Ferrisse est venu me chercher, arguant que maintenant j'avais du temps libre...

Du temps pour un engagement associatif...

Et même plusieurs parce que je suis membre du conseil d'administration de l'association Biotechnocentre et je contribue à organiser les journées thématiques et le colloque annuel. Par ailleurs je représente Chambray au collectif Téléthon du canton Montlouis-Chambray, qui organise une journée rando au profit du Téléthon en septembre. Je suis aussi membre et bénévole à la Ligue de Protection des Oiseaux...

Et pourquoi Entraide et Solidarités ?

Parmi les valeurs qui comptent pour moi il y a non seulement l'amitié et la protection de la nature mais le respect de l'humain, la liberté de pensée. J'aime le débat d'idées mais avant tout la mise en œuvre concrète de projets. Je déteste la mauvaise foi, le mensonge, les gens qui ramènent à eux tout le résultat du travail d'un collectif. Et j'ai dit aux administrateurs d'E&S combien j'ai besoin d'eux pour cette nouvelle tâche !

Un *Petit Clos* pour un grand service...

Tout le monde le sait : en Indre-et-Loire le nombre de places d'hébergement d'urgence a été multiplié par trois depuis 2012, et atteint 620 places (au total 1 179 financées cette année par l'État avec les hébergements temporaires et les chambres d'hôtel). Mais ce n'est toujours pas suffisant ! Alors – et même si les associations ne devraient pas avoir à « fournir » le foncier nécessaire - Entraide et Solidarités vient d'ajouter une (grosse) pierre à l'édifice. Notre association a en effet saisi une opportunité rare : acquérir au moyen d'un emprunt un ancien hôtel situé dans l'agglomération tourangelle. En accord avec les services de l'État (la Direction départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités), qui financent son fonctionnement pour 45 places, et avec le Département pour le financement de 10 places.

L'acquisition de l'immeuble a été conclue le 30 avril, et après quelques aménagements la nouvelle résidence, baptisée *Le Petit Clos*, a pu ouvrir le 15 juillet. Ces 55 places sont réservées à des femmes, seules ou avec enfants. Elles sont accueillies par une équipe de neuf personnes : 3 travailleurs sociaux, une maîtresse de maison, 2 veilleurs de nuit, une secrétaire, une éducatrice de jeunes enfants, et une responsable de service. Des chambres confortables et des espaces communs (cuisine, laverie...) doivent permettre aux résidentes de séjourner avec une certaine autonomie.

Des bénévoles viennent également en renfort de l'équipe, notamment pour l'organisation de diverses activités et animations, ou encore du soutien scolaire.

S'adresser à : comm.benevolat@entraide-et-solidarites.fr



Du nouveau pour la distribution alimentaire

Après la fermeture du « resto solidaire » de la rue Bernard-Palissy à Tours, Entraide et Solidarités a lancé le 9 juin, avec la Croix-Rouge, une distribution de repas trois soirs par semaine depuis son camion « food truck ». Cette distribution

est indépendante de la maraude sociale, qui s'effectue toujours à pied. Elle a lieu les lundis, mercredis et vendredis, d'abord place Choiseul (au nord du pont Wilson) de 18h30 à 19h, puis boulevard Heurteloup, à hauteur du n°36, de 19h30 à 20h.

L'équipe de 4 personnes composée toujours d'un salarié et de bénévoles, coordonnée par Aboubacar, distribue gratuitement chaque soir une cinquantaine de repas froids préparés par notre cuisine centrale. La distribution s'adresse aux personnes seules, sans enfants, en situation précaire. Les chiens doivent être tenus en laisse.

Fidèles au rendez-vous de la rando

Pour les différents services de l'association, la randonnée du mois de mai, du côté de Rochecorbon, est devenue une vraie tradition ! La balade en famille, ponctuée de différentes animations est toujours très appréciée des petits comme des grands.



Pour l'hébergement et le logement des Réfugiés

Les salariées de la Plateforme d'hébergement et de logement des Réfugiés d'E&S ont participé à la journée de clôture du « Refugee Food Festival », qui s'est tenu à la guinguette de Tours. Ce 14 juin, elles ont informé les visiteurs de nos actions en animant – avec le sourire – un stand au « village des associations ».

Ce service est situé :
1, Rue Christophe-Colomb à Tours (Sanitas),
Tél. 06 60 29 10 49

Quand les MNA font tourner la caméra

Comme l'an passé, les jeunes « mineurs non accompagnés » confiés à notre association ont participé à un projet avec Les Compères Productions, pour la réalisation d'un court métrage. La projection a eu lieu aux Studio le 18 juin, avec exposition, initiation au hip-hop, etc. Les jeunes ont été chaleureusement félicités pour leur participation.





À l'heure des fêtes d'été

Avant les balades estivales et excursions en tous genres, c'était l'heure des fêtes d'été. Le jardin du CHERPA était baigné de musique irlandaise quand l'équipe salariée et les résidents ont accueilli des invités de différents services et des bénévoles, pour la fête d'été du 26 juin. Comme d'habitude les choses étaient bien faites, avec une friperie solidaire et un caricaturiste pour l'animation, tandis que chacun avait apporté de quoi « alimenter » un buffet bien garni !



À la résidence Camus, ce sont les jeux qui occupent l'espace et surtout les résidents et leurs visiteurs, jeunes et adultes. Des jeux variés, « faits maison », qui procurent à tous un bon moment de détente dans l'espace de verdure fort bienvenu sous le soleil d'été.



Un vide-grenier solidaire haut en couleurs !



C'est au siège d'Entraide et Solidarités qu'est implanté le SIAL (Service d'Insertion et d'Accès au Logement), et c'est là que début juillet le service avait organisé, avec le soutien du SLEX Urgence, un premier vide-grenier solidaire. Une journée conviviale rythmée par les

rencontres, les trouvailles... et les gaufres, et qui a rassemblé près de 90 personnes. La préparation s'est déroulée avec la participation active de plusieurs personnes accompagnées. Merci à elles, qui se sont impliquées depuis l'installation jusqu'à la gestion des stands et des tickets.

L'événement a également bénéficié de la présence de La Chamberrie, d'apprenants en formation, ainsi que des personnes du pôle IAE. Les dons restants ont été proposés en interne sur les différents sites de l'association, avant d'être conservés en vue d'un prochain vide-grenier.



Le parcours de Jordan, amateur de (bonne) conduite

On sent que l'histoire de ce Tourangeau de 32 ans aurait pu mal tourner, que la sortie de route n'était peut-être pas loin. Mais Jordan semble bien avoir trouvé sa voie, qui passait par *Entraide et Solidarités*.

Un CAP de plombier-chauffagiste en poche, le jeune installateur thermique et sanitaire était plutôt bien parti dans la vie active, il y a une douzaine d'années, même s'il n'exerçait qu'en intérimaire. Mais un problème au dos consécutif à un accident de voiture a mis fin prématurément à sa carrière dans le Bâtiment. Mais pas à son goût pour la conduite, qu'il a ensuite pratiquée pendant quatre ans au service d'un déménageur, ami de ses parents. « *J'y ai repris le goût du travail* » reconnaît Jordan, mais ce n'était pas une solution durable. « *Ma conseillère Pôle Emploi – l'ancien nom de France Travail – m'a dirigé vers les chantiers d'insertion d'Entraide et Solidarités* ». On était en 2024 et c'est plus précisément les « Prestations extérieures » qui vont l'accueillir, notamment pour conduire les véhicules affectés aux déménagements. « *Ça m'a énormément plus, je me suis enfin senti inséré. J'aurais même apprécié de pouvoir en faire plus certains jours.* »

J'aime les contacts et tout ce qui est en rapport avec l'humanité... J'ai participé à beaucoup de déménagements de personnes en difficulté ».

Mais les chantiers et ateliers d'insertion, à l'Entraide comme ailleurs, sont faits pour en sortir aussi vite que possible ! C'est pourquoi ils comportent aussi des visites d'entreprises au cours desquelles les salariés en transition sont mis en contact avec de potentiels employeurs. Dans ce cadre, Jordan a été accompagné au centre de tri de La Poste, à Sorigny. « *Au bout de trois jours, j'ai su que ça me convenait. C'était en février dernier, et début mars j'ai obtenu un CDD de trois mois...* ». Un contrat devenu à durée indéterminée dès le mois de juin, « *ce qui m'a permis de louer un appartement à moi* ». À La Poste, il se forme en outre à la conduite de chariots élévateurs et de machines de tri industriel.



Autant d'atouts qui donnent à Jordan, la trentaine à peine entamée, « *l'assurance de pouvoir travailler n'importe où* ». Et donc de voir l'avenir d'un œil nouveau !

Pôle économique d'Entraide et Solidarités
 (Service d'Insertion par l'Activité économique)
 40, rue Augustin Fresnel
 37170 Chambray-lès-Tours
 Tél. 02 47 27 62 84
emploi@entraide-et-solidarites.fr

Je fais un don à Entraide et Solidarités

- Je soutiens Entraide et Solidarités dans son action. J'envoie un chèque à l'ordre de Entraide et Solidarités (une partie de votre don sera déductible de vos impôts)
- Si vous souhaitez soutenir une action particulière, merci de l'indiquer. Dans tous les cas, un reçu fiscal vous sera envoyé en fin d'année.

J'ADHÈRE À ENTRAIDE ET SOLIDARITÉS

Je (nom, prénom) :
 Adresse :
 CP : Ville :
 Téléphone : e-mail :

J'envoie un chèque de 20 euros (5 euros si je ne suis pas imposable), pour un an, qui comprend l'abonnement à la revue Perspectives (quatre numéros par an). Un reçu fiscal vous sera envoyé.

Bulletin et chèque à renvoyer à : Entraide et Solidarités, 46 avenue Gustave-Eiffel, 37100 Tours

JE M'ABONNE À LA REVUE PERSPECTIVES

Je souhaite recevoir Perspectives sans adhérer à Entraide et Solidarités.

- 10 € - 4 numéros par an • Abonnement de soutien 25 €

Je joins un chèque de € à l'ordre de Entraide et Solidarités.

Bulletin d'abonnement à renvoyer à : Entraide et Solidarités, 46 avenue Gustave-Eiffel, 37100 Tours

Perspectives

4 numéros par an • ISSN-L 0981-6178
 Rédaction & administration :
 46 avenue Gustave-Eiffel, 37100 TOURS
 Tél. : 02 47 31 87 00 - Fax : 02 47 61 14 16
 Directrice de la publication : Catherine Scaviner
 Comité de rédaction : Jean-Paul Mercier, Jean Paillou,
 Pierre Trinson

Mise en page & image : Studio Kakao
 Impression : Les presses de Touraine, Tours
 Gestion des abonnements :
 Alexandra Cailbeaux

infos@entraide-et-solidarites.fr
www.entraide-et-solidarites.fr
 [entraideetsolidarites](https://www.facebook.com/entraideetsolidarites)



En janvier 2024, notre association était au premier rang de la manifestation contre la loi Immigration

Réfugiés vs immigrés

« *Le peuple français donne asile aux étrangers bannis de leur patrie pour la cause de la liberté. Il le refuse aux tyrans* » (*Constitution de 1793*)

Malgré un manque criant d'informations, la question migratoire tient une place importante dans le débat public. Najat Vallaud-Belkacem et Benjamin Michallet dans leur ouvrage commun, « RÉFUGIÉS », ont tenté de trouver des réponses aux problèmes posés par cette question. Il faut d'abord savoir de quoi on parle, car, que ce soit dans les médias ou au café du commerce, on a tendance à tout mélanger entre l'immigration volontaire (personnes qui ont pour projet de venir chez vous), et les déplacés forcés, les réfugiés (personnes qui fuient leur chez eux parce qu'ils sont victimes de persécutions).

Si un pays est en droit de réguler l'immigration volontaire en fonction de sa politique, l'immigration forcée relève du droit international et de la Convention de Genève de 1951. C'est le droit d'asile qui prend naissance en France dans la Constitution de 1793.

Les auteurs de cet ouvrage posent un certain nombre de questions et tentent d'y répondre. Chiffres et références à l'appui, ils nous rappellent certaines vérités, ce qui donne un document très dense et très documenté.

Voici les principaux thèmes développés :

- Qui sont les réfugiés et que veulent-ils ?
- Accueillir les réfugiés est une obligation inscrite dans la Constitution.

- L'asile n'est pas une politique migratoire.
- Les chemins de l'exil sont toujours complexes, coûteux et souvent traumatisants.

- Il n'est pratiquement pas possible de déposer une demande d'asile de l'étranger.

- Il y a de faux demandeurs d'asile qu'il faut débusquer (55 % de déboutés en France).

- Il y a de profondes failles dans la politique d'asile européenne (pas de solidarité, Dublin toujours en vigueur).
- Il n'y a pas de voie légale vers l'Europe, ce qui implique passeurs et trafiquants.
- Le modèle des « hotspot », centres d'accueil fermés aux frontières est un échec au même titre que « l'externalisation » (vers la Turquie, le Rwanda...).

La situation en France est largement abordée :

- Le pays a peu d'attractivité pour les réfugiés.

- La politique d'asile est dénoncée par l'extrême droite : Maurras, Barrès, Le Pen, Zemmour...

- Les associations restent le rouage clé de l'asile.

- Hébergement complexe (64% en 2024), encore plus dur en 2025.

- Allocation pour demandeur d'asile très légère (6,8 € par jour plus 3,4 € par personne supplémentaire).

Cet ouvrage exhaustif prend en compte toutes les incidences de l'asile tant en France qu'en Europe et dans le monde, sans en négliger l'aspect historique. Toutefois, le lecteur sera vite submergé par la profusion de références aux organismes impliqués (nombreux sigles !) et aux autres auteurs.

RÉFUGIÉS, ce qu'on ne nous dit pas, de Najat Vallaud-Belkacem et Benjamin Michallet. Editeur Stock, 267 pages, 20,50 €.

Les inégalités au grand jour

Un nouveau « Rapport sur les inégalités en France » est paru en juin, édité par l'Observatoire des inégalités, dont le siège est à Tours. Son directeur, Louis Maurin, écrit en avant-propos : « À quoi bon dresser un état des lieux factuel et nuancé, quand le débat médiatique ne semble se nourrir que d'exagérations, voire de démagogie ? Doit-on continuer à produire un rapport sur les inégalités en France ? La question se pose à l'heure où notre système d'information semble avoir perdu la raison... » Contre les inégalités, l'information est une arme », martelons-nous depuis des années. Que faire de ce slogan si l'information perd son sens, noyée dans le brouhaha médiatique ? La réponse est simple : le camp des dominants n'attend qu'une chose, que nous baissions les bras... »

Le rapport offre un panorama complet des disparités qui fracturent notre société. À travers cinq chapitres – revenus, éducation, travail, modes de vie, territoires –, l'ouvrage analyse méthodiquement les écarts en s'appuyant sur les données les plus récentes. L'édition 2025 s'enrichit d'un dossier spécial consacré aux inégalités environnementales. Qui subit le plus les pollutions ? Comment l'empreinte écologique varie-t-elle selon les groupes sociaux ?

Pour commander l'ouvrage, 12 € (en cas de difficultés financières, vous pouvez demander l'envoi gratuit) :



Observatoire des inégalités
15 rue Jacques-Marie Rougé
37000 Tours
02 47 44 63 08
contacts@inegalites.fr